

mettrait aisément d'accord les Grecs et les Turcs, qui à ce moment ne témoignaient, ni les uns ni les autres, d'une grande ardeur guerrière. Mais il fallait encore compter avec ce parti anglais qui, à Londres et à Constantinople, s'employait à prolonger la lutte et à rendre toute médiation impossible. Son action se manifestait, d'un côté par le concours apporté aux Grecs en vue d'une nouvelle offensive, de l'autre par les intrigues ourdies contre le ministère Tevfik Pacha.

Durant cette période difficile, la politique française et la politique italienne se trouvèrent heureusement d'accord pour recommander les mesures les plus raisonnables et pour écarter les solutions extrêmes et violentes, auxquelles plusieurs Anglais importants paraissaient enclins. Cette communauté de vues s'était affirmée à Londres, par les deux accords parallèles de mars 1921 ; elle était demeurée entière, le jour où l'Assemblée d'Angora avait refusé de ratifier les engagements pris en son nom par Bekir Sami Bey à l'égard de la France et de l'Italie. Le programme italien, très nettement défini par M. Giolitti, envisageait en Orient une action « essentiellement économique », et excluait, par conséquent, les ambitions territoriales et les interventions militaires. Ce qui importait à l'Italie, c'était de développer les avantages que lui avait attribués l'accord tripartite, quitte à s'en faire reconnaître d'autres, d'une valeur équivalente, si la forme de ce fameux accord soulevait de trop graves objections.

Dès l'armistice, l'Italie s'était mise à la besogne. De Constantinople, où ils se succédaient sans re-